

Une TVA sociale mal barrée

Un rapport mi-figue, mi-raisin. Des conseillers pousse-au-crime ou le pied sur le frein. Des élus qui craignent le casse-pipe... Et l'Elysée qui fait des ronds dans l'eau...

Le Canard enchaîné, 25 juillet 2007

A dernière fois qu'Eric Besson a commis un rapport, c'était pour le compte du PS « sur Nicolas Sarkozy », et le ton était fort désagréable. Maintenant qu'il a changé de camp, il va en remettre un à Sarko sur l'opportunité de l'« instauration d'une TVA sociale ». Mais ce discipliné secrétaire d'Etat « chargé de la Prospective économique et de l'Evaluation des politiques publiques » (ouf !) ne veut rien en dire. « J'attends que mes chefs parlent », explique-t-il en privé. Il va même jusqu'à refuser de fournir la date de remise de son rapport. Secret de Polichinelle : ses rendez-vous avec Sarko et Fillon sont fixés au 30 juillet.

Prudent au point de refuser le moindre contact avec la presse, le transfuge du PS sait que la TVA sociale a coûté à Jean-Louis Borloo son vidage du ministère de l'Economie. Au soir du premier tour des législatives, poussé dans ses retranchements par Laurent Fabius, ce maladroit de Borloo avait émis l'idée d'une taxe destinée, à la fois, à financer la protection sociale, à lutter contre les délocalisations, à assainir les finances publiques, à relancer la consommation et à doper la croissance ! Une vraie potion magique...



Pendant la campagne des législatives, la gauche n'avait pas manqué d'exploiter l'annonce d'une hausse de la TVA. Bilan, selon le décompte de

Raffarin : 60 députés UMP au tapis. Avec, en prime, Borloo « promu » à l'Ecologie. Et Besson chargé de pondre un rapport sur le sujet par un Sarkozy gêné aux

entournures. Car ses promesses électorales coûtent fort cher - 15 milliards d'euros rien que pour « le paquet fiscal » - et sont financées par la seule perspective d'un retour de la croissance. Si elle n'était pas au rendez-vous, il faudrait augmenter le taux de TVA sur les produits d'importation. Nous y voilà !

Dans son rapport, Eric Besson ne se prononce ni en faveur ni contre l'instauration de la taxe. « Son travail est très mesuré, très neutre, assure un conseiller qui en a lu une première version. Il a examiné les conditions de réussite et les risques d'échec d'une telle mesure. Autrement dit : Besson a simplement fait la liste des avantages et des inconvénients. »

Pour parvenir à un pareil résultat, l'avant-garde éclairée de l'ouverture sarkozyste est allée se balader au Danemark, en Allemagne et à Bruxelles. Il a également consulté trois économistes : Michel Didier, boss du cabinet Rexecode, qui conseille Sarko, Jean-Paul Fitoussi, patron de l'OFCE, qui distillait ses lumières à Ségolène Royal, et Gilbert Cette, éminence de la Banque de France. Lequel conseillait Eric Besson lorsqu'il œuvrait à la direction du PS. Mais, histoire de ménager son avenir, le transfuge socialiste est surtout allé chercher l'inspiration à l'Elysée...

Pas de bol : le Château - comme Matignon, comme Bercy, comme l'UMP - est divisé en deux ailes. Les pro-TVA sociale, ralliés au panache gaullien d'Henri Guaino, conseiller et plume de Sarko. Et les anti, rangés sous la bannière de François Pérol, secrétaire général adjoint de l'Elysée, issu d'une banque d'affaires et très hostile à la TVA sociale. Ceux-là redoutent que la hausse de la TVA sur tout ou partie des produits importés mette la France en porte à faux vis-à-vis de ses partenaires européens, « plombe définitivement le pouvoir d'achat des Français » et, on allait le dire, compromette le retour de la confiance. Donc pas de croissance ni d'emplois... Dans ce cas, pronostique une petite main élyséenne

inquiète, « bye-bye le quinquennat ! ».. Tout de suite excessif...

Guaino et ses amis considèrent, au contraire, que l'avenir politique de Sarkozy - et, au passage, le leur - dépend d'une expérimentation très rapide de la TVA sociale, dès le 1er janvier 2008. « Ce serait l'équivalent d'une dévaluation compétitive, rêve Guaino. Comme on ne peut plus toucher à la monnaie... » Certains pensent même qu'une hausse de 5 points de TVA appliquée à tous les produits d'importation (y compris européens) serait du meilleur effet.

« Dans le pire des scénarios, l'impact serait neutre sur l'inflation, veut croire un conseiller de Sarko. Oui, on aura peut-être 1 ou 2 % de plus sur les prix, mais ce n'est rien. En fait, les prix vont monter pour certains produits et baisser pour d'autres. A l'arrivée, on aura une balance à zéro. » Et le porte-monnaie des Français, il sera à quel niveau ?

Moins fougueux mais favorables, tout de même, à la hausse de la TVA, d'autres éminences sarkozystes encouragent le chef de l'Etat à exclure une partie des produits de consommation de cette « surtarification ». Comme les produits agricoles, par exemple. D'autant que l'augmentation des cours des matières premières (lait, céréales...) pénalise d'ores et déjà les consommateurs, et risque de relancer l'inflation. C'est ce que plaide Eric Besson. En privé il se dit « contre une hausse du panier des ménagères, surtout pour les plus modestes ». Encore un peu et il va se retrouver au Parti socialiste... A moins qu'il ne vire écolo. En cas de hausse de la TVA, Besson suggère, en effet, de « ne pas toucher aux produits bio », afin de favoriser leur consommation.

Après la remise de son rapport, le secrétaire d'Etat à la Prospective économique s'attend au pire : que Sarkozy lui suggère de persévérer. C'est-à-dire lui demande de travailler sur « les conditions de l'expérimentation de la TVA sociale ». Quitte à enterrer cette TVA sous les rapports, et les rapports sous les rapports...